



JEAN-LOUP  
CHAPPELET  
UNIVERSITÉ  
DE LAUSANNE,  
IDHEAP

## Sport-étude

# Quelle place olympique suisse à l'ère du post-virus?

**Tout au long du XXe siècle, la Suisse et en particulier Lausanne et le canton de Vaud sont devenus une place unique** regroupant les sièges des trois quarts des fédérations sportives internationales (FI) qui gouvernent les différentes disciplines sportives et aussi le Comité international olympique (CIO). Quel devenir pour cette place qui emploie plus de 2500 personnes si l'on inclut les agences de marketing et de communication qui travaillent pour le sport global et qui sont, pour beaucoup, basées outre-Sarine?

**La plupart des grandes compétitions sportives prévues en 2020 ont été reportées en 2021 ou annulées.** Certaines s'en relèveront difficilement, notamment les plus petites car elles n'auront pas de revenus en 2020 et le sponsoring va sans doute se concentrer sur les plus importantes. Cela n'arrivera peut-être pas en 2021, mais dans les années suivantes.

**Les organisateurs de ces manifestations feront bien sûr appel aux pouvoirs publics, mais ceux-ci auront sans doute d'autres priorités.** Comme le dit l'essayiste Paul Ariès, a-t-on tant besoin des «dieux du stade»? Il faudra voir plus petit. Seuls devraient être soutenus à terme les événements patrimoniaux (comme les 20 km

de Lausanne ou l'Open de golf de Crans-Montana) qui reviennent chaque année et permettent à un territoire de capitaliser sur leur organisation et leur image. Les seuls événements ponctuels (et itinérants) qui tireront facilement leur épingle du jeu seront ceux qui obtiennent des droits de télévision suffisants (soit seulement quelques grands championnats ou coupes du monde): hockey sur glace plutôt que pétanque.

**Ce n'est bien sûr pas une bonne nouvelle pour les FI** qui ne contrôlent pas la plupart des événements patrimoniaux ou qui ne disposent pas d'événements qui génèrent d'importants droits de télévision (de toute façon perdus pour les événements annulés en 2020). Il sera de plus en plus difficile de trouver des villes candidates pour des événements internationaux ponctuels. A moins, bien sûr, d'aller en Chine, en Russie ou en ligne...

**Selon les rapports financiers publiés, environ la moitié de la quarantaine de FI olympiques (été et hiver) dépend fortement des fonds versés par le CIO sur les revenus des Jeux.** Pour Tokyo 2020, il était prévu que les 28 FI olympiques d'été reçoivent globalement, à fin 2020, 590 millions de dollars répartis selon une clé liée notamment au poids et à l'audience des différentes disciplines. Du fait du report des Jeux de 2020 à l'été 2021, les revenus de Tokyo ne seront versés qu'à la fin 2021 car le CIO, les diffuseurs et les sponsors attendent toujours que les Jeux aient eu lieu, même si les contrats ont été prolongés. Ils auront sans doute des coûts additionnels à couvrir du fait du report.

**Bien sûr, la FIFA et l'UEFA** (qui gouvernent respectivement le football mondial et européen depuis Zurich et Nyon) ou World Athletics (la fédération internationale d'athlétisme, basée à Monaco, qui ne publie

pas ses comptes) ne devraient pas avoir trop de difficultés financières car elles disposent d'autres revenus substantiels que ceux des Jeux. Le CIO possède lui des réserves importantes. Mais beaucoup de plus petites FI vont faire face à des problèmes de trésorerie en 2020. Il y aura des disputes juridiques. Il faudra bouleverser les calendriers. Les embauches et démenagements seront sans doute gelés, les frais de réunions réduits, les voyages limités, les salaires et bonus coupés, etc. Cela affectera inévitablement l'économie de la place olympique suisse qui regroupe la plupart de ces «petites» fédérations, même si beaucoup demanderont sans doute une avance au CIO.

**Plusieurs pistes doivent être envisagées: organiser des événements plus durables, moins chers, plus profitables aux résidents; pratiquer une meilleure gouvernance et une lutte accrue contre les dérives du sport d'élite**

**Plutôt que d'attendre un hypothétique retour à la normale,** cette crise doit être l'occasion pour toutes les FI de se réinventer grâce à une nouvelle génération de dirigeant-e-s et de sortir de la mauvaise image qu'elles ont actuellement. Plusieurs pistes doivent être envisagées: organiser des événements plus durables, moins

chers, plus profitables aux résidents; pratiquer une meilleure gouvernance et une lutte accrue contre les dérives du sport d'élite; favoriser la pratique plutôt que le spectacle, le sport pour la santé plutôt que pour la performance; communiquer en direct avec les communautés de supporters via des plateformes digitales; développer de nouvelles disciplines plus populaires; mieux soutenir les athlètes et les programmes de solidarité/redistribution, etc.

**Au-delà de l'autorégulation par l'écosystème sportif,** les autorités publiques – et notamment la Confédération – devraient accompagner cette transition vers un nouveau sport mondial plus solidaire et moins orienté business: aide à l'innovation sportive y compris managériale; monitoring financier et gestion de risque; appui à de nouveaux principes directeurs à l'instar de ceux développés par l'ONU pour les multinationales; corégulation comme pour l'antidopage; convention internationale («de Lausanne»?) pour une meilleure intégrité du sport mondial, etc. Ces idées ne sont pas nouvelles mais trouveront peut-être un terreau plus favorable.

**Cette crise sanitaire pourrait bien marquer la fin de l'âge d'or libéral du sport international inauguré par Juan Antonio Samaranch dans les années 1980.** L'une des premières épidémies documentées de l'histoire – la peste d'Athènes en 430 avant J.-C. – a marqué la fin du prodigieux siècle de Périclès dans l'Antiquité grecque. Faisons en sorte que la place olympique suisse ne subisse pas le même sort. ■

A lire: J.-L. Chappelet, «La place olympique suisse: émergence et devenir», Cabédita, 2019, 221 pages.